INDUSTRIE ALGÉRIENNE

L'amer constat de l'ONS

L'état des lieux dressé à travers une enquête menée par l'Office national des statistiques (ONS) sur la situation et les perspectives dans l'industrie a abouti au constat selon lequel les industries sidérurgique, mécanique, métallique, chimique, électrique et électronique ont accusé un déclin lors des trois premiers mois de cette année au même moment où, d'une part, l'activité dans l'agroalimentaire a connu une hausse et, d'autre part, les autres branches du secteur industriel ont brillé par un niveau d'activité plutôt stable.

Photos : DR

Augmentation de l'activité dans l'industrie agroalimentaire.

Dans son enquête, l'ONS s'est attelé au recueil d'opinions de chefs d'entreprises industrielles sur des questions non traitées par les enquêtes traditionnelles, ayant trait à la main-d'œuvre, la trésorerie, l'équipement, la demande et la distribution. Une enquête, avertit l'ONS, qui ne se penche pas sur l'aspect quantitatif de ces questions, plutôt «elle les appréhende à travers un recueil d'opinions des chefs d'entreprises». Donc, si l'on se réfère à l'opinion recueillie chez les acteurs qui font le secteur industriel, l'activité dans les industries sidérurgique, mécanique, métallique, chimique, électrique et électronique (ISMMEE) a enregistré une baisse au premier trimestre 2017, tandis qu'une augmentation a caractérisé l'industrie agroalimentaire et une stabilisation le reste des secteurs.

Selon les détails fournis par les chefs d'entreprises, les intervenants dans l'agroalimentaire ont déclaré avoir utilisé leurs capacités de production à plus de 75%. Pour le reste des branches de l'activité industrielle, ils sont près de 88% des concernés du secteur public et plus de 56% de ceux du privé à avoir utilisé leurs capacités de production à moins de 75%.

Le niveau d'approvisionnement en matières premières est inférieur à la demande exprimée pour plus de 15% des enquêtés du secteur public, notamment ceux des ISMMEE et des textiles et reste égal pour la plupart de ceux du privé. Un état de fait qui a engendré des ruptures de stock à près de 56% des premiers et 18% des seconds.

Ces ruptures de stock ont occasionné des arrêts de travail, allant jusqu'à 29 jours pour plus de 89% des concernés du secteur public et jusqu'à 10 jours pour près de 84% de ceux du privé, confie l'ONS dans son rapport où il est également relevé que plus de 13% des chefs d'entreprises du secteur public sondés et pas loin des 44% de ceux du privé ont connu des pannes d'électricité, essentiellement ceux des matériaux de construction et de la chimie. Contre-temps ayant induit des arrêts de la production allant jusqu'à 12 jours pour 71% chez le public et à presque 6 jours pour près de… 93% des entreprises privées ! Encore heureux que l'approvisionnement en eau ait été suffisant selon la majorité des enquêtés, assure-t-on dans le rapport de l'ONS.

Par ailleurs, selon les propos récoltés auprès des entrepreneurs pour les besoins de ce sondage ayant trait à des questions non traitées habituellement, il ressort que la demande en produits fabriqués a enregistré une hausse au premier trimestre 2017. Ceci, principalement pour les ISMMEE, l'agroalimentaire et l'industrie du bois.

Selon les conclusions tirées par les sondeurs, ils sont près de 63% des chefs d'entreprises du secteur public et près de 21% de ceux du privé, ceux des ISMMEE singulièrement, des textiles et des bois qui n'ont pas satisfait toutes les commandes reçues. En conséquence, il subsiste des stocks de produits fabriqués pour près de 49% des premiers et près de 75% des seconds. «Une situation jugée anormale par plus de 88% de ceux du privé», affirme-t-on dans le rapport de l'ONS.

Sur un autre plan, les chefs d'entreprises du secteur public ont fait état d'une baisse des effectifs, au contraire de leurs homologues du secteur privé qui, eux, ont affirmé que les personnels ont augmenté notamment dans les ISMMEE et l'agroalimentaire. Ceci, d'une part, de l'autre, plus de 78% des patrons interrogés, tous secteurs confondus, ont jugé le niveau de qualification du personnel suffisant. Il faut souligner également que près de 39% des entrepreneurs ont assuré avoir trouvé des difficultés à recruter, particulièrement du personnel de maîtrise.

Signe encourageant : près de la moitié des sondés du secteur public affirment pouvoir produire davantage en recrutant du personnel supplémentaire. Une belle perspective malgré la morosité de l'état général de l'économie nationale. Une morosité qui s'exprime dans l'état de la trésorerie des entreprises puisque 34 % des patrons du secteur public le jugent bon, alors qu'ils ne sont que 18 % chez leurs pairs du privé. «Les charges élevées et la rigidité des prix» sont mises en avant pour expliquer l'état de la trésorerie. D'autre part, plus de 42% des chefs d'entreprises des deux secteurs ciblés par l'enquête ont eu recours à des crédits bancaires, et la majorité n'a pas trouvé de difficultés à les contracter, est-il affirmé.

«Pour des raisons, essentiellement, de vétusté et de maintenance, près de 59% du potentiel de production ayant fait l'objet de cette enquête de conjoncture ont connu des pannes, engendrant des arrêts de travail, allant de 13 à 30 jours pour près de 85% du secteur public et supérieur à 30 jours pour plus de 38% du privé. Près de 68% des chefs d'entreprises du secteur public et plus de 72% de ceux du privé ont procédé à des renouvellements de leurs équipements», conclut le rapport de l'ONS au sujet de l'équipement des entreprises visitées. Autre confession de près de 34% des patrons du public et plus de 62% du privé : ils ont, en effet, confié avoir réussi à remettre en marche leurs équipements après une panne, et plus de la moitié des premiers et 56% des seconds ont assuré être capables de produire davantage en renouvelant leurs équipements, et ce, sans avoir à faire appel à une main-d'œuvre supplémentaire. Des assurances qui se confirment au chapitre «prévisions» pour les trois mois suivants. En effet, dans leurs prévisions pour le trimestre d'après, c'est-à-dire celui qui vient de s'écouler — et dont il tarde sans doute à beaucoup de connaître les conclusions — les chefs d'entreprises des deux secteurs avaient prévu une hausse de l'activité, des prix de vente et des effectifs. «En outre, estime le rapport de l'ONS, contrairement au secteur public, le secteur privé prévoit une baisse de la demande». La plupart des patrons du secteur public sondés envisagent «de bonnes perspectives de leurs trésoreries pour les trois prochains mois (c'est-à-dire entre avril et juin derniers)».

M. Azedine

COMPLEXE SIDER EL HADJAR

Le syndicat dénonce une «tentative de déstabilisation»

Le syndicat d'entreprise de Sider El-Hadjar «dénonce des tentatives de déstabilisation du complexe sidérurgique émanant de certains milieux dont la bonne marche de l'usine dérange énormément les affaires», souligne Noureddine Amouri, secrétaire général de ce syndicat.

Les gestionnaires du complexe se disent confiants.

Contacté suite à des informations diffusées par un média audiovisuel sur un arrêt total du haut fourneau n°2, le responsable du syndicat, qualifiant cette information de «dénuée de tout fondement», tient à rassurer l'opinion publique et l'ensemble de ses partenaires et «même les rivaux de l'entreprise» que celle-ci «est en bonnes mains», et que son plan de développement de la production «se poursuit conformément au programme de réhabilitation en toute sérénité et stabilité».

Il invite, par ailleurs, tout sceptique à se rendre au complexe pour vérifier de ses propres yeux l'activité normale qui s'y déroule. Pour sa part, une source crédible, de l'intérieur de l'usine, estime que le HF n°2, cœur de la zone chaude du complexe, n'a pas connu le moindre arrêt, depuis le petit incident du déraillement, début juillet écoulé, du train acheminant le minerai en fusion pour sa transformation.

Il a, d'ailleurs, été remis sur rails moins de 24 heures après, affirme-t-il. Non seulement le HF n°2 est en marche, mais l'ensemble des autres unités tels les laminoirs, les aciéries et autres fonctionnent sans aucun accroc, fait t-il savoir.

D'autres cadres et salariés du complexe pointent du doigt ceux dont l'arrêt de l'usine arrange leurs affaires d'importation d'acier, même s'il est d'origine douteuse comme celui importé, il y a quelques années, par certains privés d'Ukraine. La santé publique leur importe peu. L'essentiel pour eux c'est de ramasser le plus d'argent.

En effet, faisant l'objet d'analyses, on a découvert, après coup, que le produit ukrainien était irradié en raison de la catastrophe de Tchernobyl.

Rappelant les orientations du ministre de l'Industrie et des Mines, Mahdjoub Bedda, lors de leur réunion à Alger au mois de juillet écoulé, les gestionnaires et le partenaire social du complexe Sider d'El-Hadjar se disent confiants et déterminés pour atteindre 680 000 tonnes d'acier liquide, d'ici la fin de l'année, et ce, depuis son redémarrage en avril dernier.

Ils projettent aussi d'arriver à produire, dans un premier temps, 1,2 million de tonnes pour arriver, en deuxième phase, aux 2,2 millions de tonnes/an.

A. Bouacha